

ATTESTATION DE REGULARITE ADMINISTRATIVE

Marché 0003-2025 TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU NOUVEAU SIEGE de LA CPAM DE LA CORREZE

(Attestation à fournir impérativement avec le dossier de candidature sous peine de nullité)

Je soussigné,

Nom :

Prénom :

Qualité :

Agissant en mon nom ou pour le compte de

Domicilié(e) :

Inscrite au R.C.S. ou au R.M sous le n°

A - Déclaration fiscales et sociales

J'atteste sur l'honneur que j'ai ou que la société a satisfait pour la totalité des impôts et cotisations dues par mon (son) (ses) établissement(s) aux obligations prévues par l'article 39 de la loi du 10 avril 1954 modifié et dans les conditions prévues à l'article R 2343-11 du code de la commande publique.

B - Lutte contre le travail illégal

B - 1) Dissimulation de salariés

J'atteste sur l'honneur que la prestation sera réalisée avec des salariés régulièrement employés au regard des articles L 1221-10, L 1221-13, L 1221-15, L 3243-1, L 3243-2 et L 3243-4 et R.3243.1 du code du travail

B - 2) Condamnation pour travail illégal

J'atteste sur l'honneur que l'entreprise que je représente ou toutes personnes ayant agi sous couvert, présentes dans l'entreprise, n'ont pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 8221-1, L 8221-2, L 8221-3, L 8221-5, L 8231-1, L 8241-1, L 8241-2 et L 8251-1 du code du travail

B – 3) Salariés de nationalité étrangère

- ☐ Je n'ai pas l'intention de faire appel pour l'exécution du marché à des salariés de nationalité étrangère
- ☐ J'ai l'intention d'employer des salariés de nationalité étrangère et je certifie que ces salariés seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France

C - Emploi des travailleurs Handicapés

J'atteste sur l'honneur que j'ai ou que la société a satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

D - Interdiction de concourir

J'atteste sur l'honneur que je ou que la société ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique (Liquidation judiciaire ou faillite personnelle, condamnation pour fraude fiscale, condamnation à une peine d'exclusion des marchés publics ou interdiction légale

E - Redressement Judiciaire

Je déclare que je ou que la société suis/est en redressement judiciaire*

- ☐ Non ☐ Oui (fournir la copie du ou des jugements prononcés)

F - Assurances

Je déclare que je ou que ma société suis/est en règle avec les obligations d'assurance concernant la responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accident ou de dommages causés par la conduite des travaux ou leur modalités d'exécution et couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 à 2770 du code civil

Les attestations d'assurances seront à fournir impérativement avant toute exécution des travaux

Nom Prénom et qualité du signataire de l'attestation
(Personne habilitée à engager l'entreprise ou la société)

A, le/...../.....

SIGNATURE

Nota: Pour les entreprises ou prestataires de création récente en attente d'immatriculation, fournir le récépissé de dépôt de la déclaration effectué auprès du centre de formalité concerné